

**Département de
l'ALLIER**

**COMMUNAUTÉ
DE L'AGGLOMÉRATION
MONTLUÇONNAISE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

— SÉANCE du 21 NOVEMBRE 2016—

L'an deux mille seize, le vingt-et-unième jour du mois de novembre à dix-huit heures, les membres du Conseil de la Communauté de l'Agglomération Montluçonnaise, dont le nombre en exercice est de cinquante-cinq, convoqués le 15 novembre 2016, se sont réunis à la Cité Administrative sous la présidence de M. Daniel DUGLERY.

Étaient présents

MM. BENEZY Annie - BESSON Valérie - BLAZY Françoise - BOIN Christophe - BOURDIER Jacqueline -
BOURGEON Sonia (questions 22 à 25) - BOUSSAC Elisabeth - BOY Christian (questions 11 à 25) - BRAUD Patrick
- CASILLA René - CHAPON Josiane - CORREIA Joseph - DE CASTRO ALVES Manuella - DE FREITAS Stéphane -
DEPRIESTER Nelly - DUGLERY Daniel - FERRY Emmanuelle (questions 11 à 25) - GERINIER André-Maxime -
GERINIER Joëlle - GUERIN Jean-Pierre - JOUANNIN Nadège - KEGELART Jean-Jacques - KOTT Frédéric -
LAPORTE Frédéric - LEFEBRE Joël - LEGOUTIERE Pierre-Antoine - LESCURAT Pascale - LESPIAUCQ
Mauricette - MALBET Marc - MARTIN Joël - MEUNIER Noël - MOMCILOVIC Jean-Pierre - NOEL Suzanne -
NOUHANT Francis - PENTHIER Thierry - POZZOLI Bernard - RIVAT Robert - ROUDILLON Joseph (questions 23
à 25) - ROY Christine - SANVOISIN Christian - SCHILL Jean-Charles - TAILHARDAT Valérie - TAUTOU Evelyne -
TRIKI Samir - VERGNE Bernadette

Ont donné pouvoir :

M. BERNARD Jean-Luc à M. MARTIN Joël, Mme BOURGEON Sonia à Mme NOEL Suzanne (questions 1 à 21), M.
BOY Christian à Mme JOUANNIN Nadège (questions 1 à 10), M. DELUDET Pierre à M. KEGELART Jean-Jacques, M.
DIALLO Abdou à M. DUGLERY Daniel, Mme FERRY Emmanuelle à M. DE FREITAS Stéphane (questions 1 à 10),
M. MARAIS Eric à M. PENTHIER Thierry, M. MINET Michelle à M. SANVOISIN Christian, Mme MONTASTIER
Maryse à M. NOUHANT Francis, M. PIERRE Stéphane à M. POZZOLI Bernard, Mme ROM Monique à Mme
LESCURAT Pascale, M. ROUDILLON Joseph à Mme VERGNE Bernadette (questions 1 à 22), Mme WERTH Juliette à
M. KOTT Frédéric

Était absente :

Mme Isabelle JUILLIARD

Délibération affichée par extrait le 24 novembre 2016

Il a été procédé, conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la nomination d'un Secrétaire pris au sein du Conseil, Mme Elisabeth BOUSSAC a été désignée et a accepté de remplir ces fonctions.

Communauté de l'Agglomération Montluçonnaise

Séance du 21 Novembre 2016

Document déposé le

29 NOV. 2016

à la sous-préfecture
de Montluçon

Délibération n°16.712

**Lancement de l'élaboration d'un Plan Local
d'Urbanisme intercommunal
ayant valeur de Programme Local de l'Habitat**

Rapporteur : M. Daniel DUGLERY, Président

Vu les articles L.151-1 et suivants et R.151-1 et suivants du Code de l'urbanisme, et notamment son article L.153-11 relatif aux modalités de prescription,

Vu les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, concernant les modalités de concertation,

Vu l'article L.153-8 du code de l'urbanisme prévoyant que le PLU intercommunal doit être élaboré en collaboration avec ses communes membres, une conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des Maires des communes membres a été réunie le 15 Juin 2015 afin de valider la Charte de Gouvernance reprenant les modalités de co-construction du futur document,

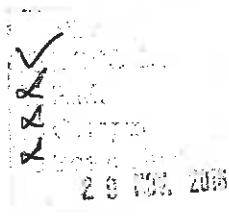
Vu le code de l'urbanisme disposant dans ses articles L.151-44 et suivants que le PLU peut tenir lieu de programme local de l'habitat (PLH),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les évolutions législatives importantes intervenues, réformant considérablement les documents d'urbanisme afin qu'ils puissent contribuer à la réalisation d'objectifs transversaux et de développement durable et notamment les lois :

- Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000,
- Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003,
- Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 exprimant une volonté de rénovation du cadre juridique des politiques d'aménagement de l'espace,
- Grenelle 1 du 03 août 2009 et Grenelle 2 du 13 juillet 2010 instaurant les notions liées à la préservation des continuités écologiques (trame verte et bleue) et de maîtrise de consommation des espaces, ainsi que les premières dynamiques de plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014 renforçant l'approche intercommunale dans les procédures d'élaboration des documents d'urbanisme, ainsi que les objectifs de gestion économe des espaces, de densification de l'urbanisation, et de prise en compte de la qualité paysagère dans les projets d'aménagement.

Habitat



Vu les statuts modifiés par arrêté préfectoral du 7 Novembre 2016, la Communauté est désormais compétente de manière effective en matière de documents d'urbanisme.

Vu la délibération n°16. en date du 27 Juin 2015, le Conseil communautaire a validé le transfert de la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la Communauté. A la suite de cette délibération, l'ensemble des Conseils municipaux des 10 communes ont délibéré favorablement à ce transfert.

Afin de lancer de façon effective l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ayant valeur de Programme Local de l'Habitat, le Conseil communautaire doit délibérer afin de prescrire le PLU(i)H, définir les objectifs retenus et fixer les modalités de concertation.

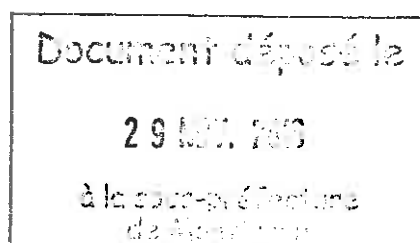
Le contexte

- Le territoire composé de 10 communes est actuellement couvert par 9 documents d'urbanisme communaux (une commune est au RNU) qui ne déclinent pas toutes les dispositions introduites par la loi Engagement national pour l'Environnement de Juillet 2010 et la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé de Mars 2014. Ces dernières ont fait évoluer le contenu des documents d'urbanisme en renforçant davantage leur volet environnemental et en contraignant d'autant plus la consommation de l'espace.

- Aucun PLU n'a fait l'objet d'une mise en compatibilité avec le SCoT de la Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher depuis son approbation en Mars 2013. Par ailleurs, faisant l'objet d'une révision, il faudra intégrer ses nouvelles dispositions au sein des documents d'urbanisme locaux. Conduire la procédure de PLU(i)H dans le même temps permet une mise en compatibilité de fait avec ce document de rang supérieur, par une prise en compte en temps réel des orientations inscrites dans le SCoT.

- L'élaboration du Programme Local de l'Habitat a été lancée par la délibération n°15.222 du 14 Avril 2015 qui a par ailleurs inclus la demande de prorogation du PLH 2009-2014. Toutefois, face à la transversalité des thématiques qui seront abordées dans le cadre du PLU(i), il est proposé d'annuler ladite délibération relative au lancement du nouveau PLH (et demandant sa prorogation au titre de l'article L.302-4-2 du Code de la Construction et de l'Habitation) pour intégrer l'élaboration du PLH au sein du PLU(i). Afin de traiter simultanément et en synergie, les politiques d'aménagement et d'habitat, il est demandé au Préfet la prorogation, pour une période de 3 ans (renouvelable une fois) du PLH actuellement en vigueur, au regard de l'article L.152-9 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, face aux contraintes juridiques et aux réglementations qui se multiplient, le PLU(i)H permettra donc de ne pas subir la réglementation mais au contraire, d'avoir la possibilité de l'adapter au territoire et à ses enjeux au travers d'un projet commun.



Les objectifs poursuivis

Au travers de l'élaboration de ce document, la Communauté souhaite construire son projet de territoire. Le PLU(i)H sera ainsi un outil au service des projets, qui traduira les souhaits de développement et d'aménagement du territoire, pour les 10 à 15 ans à venir.

La mise en place du PLU(i)H permettra de disposer d'un document d'urbanisme en adéquation avec les réalités économiques, environnementales et sociales actuelles.

Le PLU(i)H définira les grandes orientations de l'action publique pour répondre ensemble aux besoins liés à l'attractivité du territoire, notamment en termes :

- **D'aménagement** de l'espace en travaillant sur les centralités afin de permettre un développement urbain maîtrisé et respectueux de la ruralité locale.
- **D'habitat** afin de garantir les parcours résidentiels, la mixité sociale et d'apporter une réponse aux besoins des habitants du territoire en intervenant et en requalifiant le patrimoine bâti existant
- **D'environnement** pour veiller à une consommation de l'espace cohérente avec les besoins et limiter le développement de l'habitat diffus. Il s'agira également d'identifier les trames vertes et bleues, de protéger et valoriser le patrimoine naturel, architectural et urbain
- **De développement économique** par la diversification autour de nouvelles activités et du tourisme, de l'optimisation et la rationalisation des zones d'activités ainsi que le maintien et l'encouragement du commerce de proximité.
- **De déplacements** dans une logique d'optimisation du réseau viaire et des transports collectifs ainsi que la promotion d'une mobilité durable.
- **D'équipements** afin de répondre aux besoins des habitants par une offre équilibrée de services dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport, de la santé et du numérique

L'élaboration du document :

Pour élaborer ce projet, la charte de gouvernance jointe en annexe est proposée. Elle définit les valeurs portées par les communes pour ce projet et formalise les grandes lignes du processus décisionnel dans le suivi de l'élaboration du PLU(i)H. L'organisation proposée s'attache à organiser la collaboration entre les communes en prévoyant différentes instances de réflexion pour mener à bien le PLU(i)H.

La concertation publique :

Ce projet ne peut se concevoir sans une participation active de l'ensemble des acteurs du territoire. Si le code de l'urbanisme fixe les conditions d'associations des personnes publiques et notamment de l'Etat, la Communauté s'attachera à ce que le PLU(i)H soit également élaboré de façon conjointe avec le monde professionnel, les associations, les structures représentatives de la société civile ainsi que les habitants du territoire

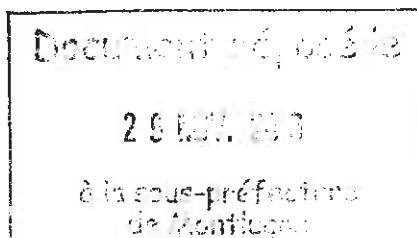
pour permettre à tous d'être informés mais également d'enrichir et d'alimenter la réflexion sur le projet.

Ainsi, les actions suivantes seront menées :

- Information dans la presse locale,
- Diffusion d'informations via le site internet de la Communauté avec une page spécifiquement dédiée au projet et sur les sites des communes qui le souhaitent,
- Mise à disposition sur le site Internet de la Communauté des documents produits et validés,
- Diffusion d'informations dans les bulletins d'information communaux,
- Affichage dans les communes et au siège de la Communauté, aux principales étapes du projet (diagnostic, PADD, arrêt),
- Mise à disposition d'un registre d'observations ouvert aux habitants pendant toute la durée de la procédure, dans chaque commune et au siège de la Communauté, accessible aux heures d'ouverture,
- Mise en place d'une adresse mail spécifique pluih@agglo-montlucon.fr permettant au grand public d'adresser ses remarques, ses questions ou ses contributions à l'élaboration du projet,
- Organisations de plusieurs réunions publiques (par commune ou par secteur, générales ou thématiques), au cours de l'élaboration du document.
- Les modalités de la concertation qui figurent ici pourront être enrichies dans le courant de la procédure en fonction des enjeux et des besoins qui seront révélés par les études.

Vu l'avis favorable de la Commission « Urbanisme, Logement social et Amélioration de l'Habitat » en date du 26 octobre 2016 et de la Commission des finances du 14 novembre 2016, il est proposé au Conseil communautaire :

- d'annuler la délibération relative à l'élaboration du Programme Local de l'Habitat du 14 Avril 2015,
- de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'Habitat sur l'intégralité du territoire de la Communauté de l'Agglomération montluçonnaise,
- d'autoriser le Président à solliciter le Préfet afin d'obtenir une dérogation d'application du Programme Local de l'Habitat 2009-2014 actuellement en vigueur, pour une durée de 3 ans (renouvelable une fois) en vertu de l'article L.152-9 du Code de l'urbanisme,
- d'arrêter les modalités de collaboration entre l'agglomération et les communes membres, telles que rédigées dans la Charte de Gouvernance signée par les maires et annexée à cette délibération,
- de fixer les modalités de la concertation pendant l'élaboration du projet de plan, tel que décrites dans le corps de cette délibération,
- d'inscrire en section investissement des budgets des années 2016 et suivantes, les dépenses exposées pour la mise en œuvre de cette procédure.



- d'autoriser le Président à lancer toute consultation dans le cadre d'une prestation de services et à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration du PLU(i)H et à ses études connexes.
- d'autoriser le Président à demander toute subvention pouvant être versée par tout organisme intéressé et à solliciter l'État au travers notamment de la Dotation Générale de Décentralisation
- d'autoriser le Président à prendre toute les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- conformément aux dispositions des art. L.132-7 et s. et L.153-16 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées suivantes :
 - Le Préfet
 - Le Président du Conseil régional
 - Le Président du Conseil départemental
 - Le Président du PETR de la Vallée de Montluçon et du Cher
 - Les Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture
- elle sera également transmise pour information aux personnes publiques consultées si elles le souhaitent, à savoir :
 - Les Présidents des EPCI voisins
 - Les Maires des communes limitrophes
 - Aux représentants des organismes mentionnés à l'art. L.411-2 du Code de la construction et de l'habitation, propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire.
- de consulter, à leur demande, les personnes mentionnées au niveau des art. L.132-12 et L. 132-13 du même code.
- conformément aux mesures de publicité et d'affichage prévues aux art. R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, il sera fait :
 - mention de l'objet de la présente délibération dans un journal diffusé dans le Département.
 - affichage de la présente délibération durant un mois au siège de la Communauté et en mairie de chaque commune membre.
 - publication de la présente délibération au recueil des actes administratifs de la Communauté.

**Votée par 47 voix pour
et**

**7 voix contre (MM. BERNARD – BESSON – DEPRIESTER – LEFEBRE –
MARTIN – MINET - SANVOISIN)**

Imputation budgétaire :

Enveloppe : 3293
Fonction : 70
Article : 2031
Activité : LOGES
Nomenclature : 64301
Montant total : 311 000 €
N° créancier :
N° engagement :

Au registre sont les signatures
pour extrait conforme
Le Président du Conseil Communautaire,
Daniel DUGLÉRY

